

BRÈVES ÉCONOMIQUES

AFRIQUE CENTRALE

Semaine du 16 au 20 février 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE YAOUNDE

Faits marquants de la semaine :

- **Régional** : la Chine annonce la suppression des droits de douane pour 53 pays africains à partir de mai 2026.
- **Cameroun** : nouveaux financements pour le Projet de reconfiguration du système d'eau potable de Yaoundé.
- **Centrafrique** : livraison d'équipement aux entreprises locales dans le cadre du projet PAPEUR de l'UE.
- **Congo** : le Congo rachète 354 M USD de son eurobond de novembre 2025.
- **Gabon** : le Président de la République gabonaise participe à la 39ème session de l'Union Africaine à Addis-Abeba.
- **Guinée équatoriale** : la Guinée équatoriale lance un audit généralisé des entreprises publiques pour contenir la pression budgétaire.
- **Tchad** : les exportations d'antimoine sous le viseur du gouvernement tchadien.
- **RDC** : l'EGC structure la filière du cobalt artisanal avec l'appui des partenaires européens.
- **São Tomé-et-Principe** : fin de la phase 3 du programme Pro-PALOP-TL financé par l'Union européenne.

Régional

La Chine annonce la suppression des droits de douane pour 53 pays africains à partir de mai 2026

La Chine supprimera à partir du 1er mai 2026 tous les droits de douane sur les importations en provenance de 53 pays africains, dont ceux de l'Afrique centrale. La stratégie viserait à renforcer la coopération commerciale et ouvrir davantage le marché chinois aux produits issus du continent africain. Annoncée par Xi Jinping lors du sommet de l'Union africaine, cette mesure étend un régime déjà accordé aux pays les moins avancés. Si cette décision constitue un signal politique dans un contexte de tensions commerciales mondiales marqué par le protectionnisme des États-Unis, son impact sur le déséquilibre des échanges sino-africains reste incertain.

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

354 M USD

Montant du rachat partiel de l'Eurobond émis en 2025 par la république du Congo

Cameroun

Mission Article IV : Le FMI appelle à la consolidation des finances publiques et à l'accélération des réformes structurelles

À l'issue de sa [mission](#) au titre de l'Article IV en février 2026, le FMI a salué la résilience de l'économie camerounaise face aux chocs récents, tout en soulignant un affaiblissement conjoncturel en 2025 marqué par un ralentissement de la croissance à 3,1% (contre 3,5% en 2024), un creusement du déficit budgétaire à environ 2 % du PIB et une détérioration du solde extérieur (3,9 % en 2025 contre 3,3 % en 2024), sur fond de recul des exportations pétrolières et de

tensions post-électorales. Si l'inflation a poursuivi sa décrue (3,4 % en moyenne annuelle en décembre 2025), les risques demeurent élevés, notamment en matière de soutenabilité de la dette, jugée exposée à un risque élevé de surendettement. Les perspectives apparaissent toutefois prudemment favorables : la croissance atteindrait 3,3 % en 2026 avant de dépasser 4 % à partir de 2028, soutenue par la levée progressive des goulets d'étranglement énergétiques et la diversification minière. Le FMI appuie l'orientation plus restrictive du budget 2026 (déficit cible de 1,7 % du PIB) et recommande d'intensifier les réformes structurelles : amélioration de l'accès au financement, renforcement de la gestion des investissements publics, mobilisation accrue des recettes non pétrolières, approfondissement du marché régional des titres publics, assainissement de la gestion budgétaire et mise en œuvre effective des réformes de gouvernance, afin de consolider la stabilité macroéconomique et soutenir une croissance plus inclusive et durable.

Le Cameroun accélère l'exploitation du fer au Cameroun grâce à des investissements cumulés de 1748 Mds FCFA dès l'année 2026

Le Cameroun projette d'[investir](#) 1 748 Mds FCFA pour l'exploitation de trois gisements de fer : Mbalmam (747 Mds FCFA), Kribi-Lolabé (431 Mds FCFA), et Bipindi-Grand Zambi (570 Mds FCFA). Ces projets inscrits dans la loi de finances 2026, devraient démarrer dès l'année 2026. Ils visent des exportations vers le marché international et permettront de relier les différents champs de mineraux aux routes d'exportation. L'enjeu central est la réalisation d'infrastructures majeures pour le transport des minéraux (chemin de fer, terminal minéralier du port autonome de Kribi). Le projet de Mbalmam, plus important de l'enveloppe, va acheminer ses minéraux via le port autonome de Kribi. Ce projet, situé à la frontière avec le Congo, devrait également permettre l'exportation de minéraux provenant des gisements congolais, faisant du Cameroun un hub minéralier sous-régional. La liaison directe du site Kribi-Lolabé au port autonome de Kribi va permettre de réduire les coûts de transport liés à l'acheminement des minéraux. Le projet Bipindi-Grand Zambi géré par G-Stones Resources va bénéficier d'un [financement](#) total de 41,2 Mds FCFA (env. 74,4 M USD) mobilisé auprès de cinq banques locales : Afriland First Bank, BGFI Bank, CBC, CCA Bank, et UBA. La BEAC a donné son accord le 15 décembre 2025 pour un refinancement auprès de son guichet spécial « guichet B », dédié au

financement des projets du secteur productif dans la région.

Nouveaux financements pour le Projet de reconfiguration du système d'eau potable de Yaoundé

Le 13 février dernier s'est tenue la cérémonie de [signature](#) des accords de financement et de notifications des marchés pour le projet de reconfiguration du système d'alimentation en eau potable de Yaoundé. D'un montant de 111,6 Mds FCFA (171,7 M EUR), le montage financier, divisé en trois lots, repose sur les guichets bancaires d'ING Banque Belgique (39,36 Mds FCFA), Belfius Bank Belgique (39,36 Mds de FCFA) ainsi que de Deutsche Bank Italie (25,27 Mds FCFA), la signature de cette dernière convention étant attendue dans les prochains jours. Les entreprises belges ASPAC et Putman/Phoenix Environment assureront la mise en œuvre technique du projet aux côtés de Camwater, unique concessionnaire de la production, du transport, et de la distribution de l'eau potable dans le pays.

Le Cameroun sollicite les garanties de la BAfD et ATIDI pour lever 585 Mds FCFA sur le marché international

Après avoir réussi une émission obligataire par placement privé sur le marché financier international d'un montant de 750 M USD (env. 415 Mds FCFA) sur un objectif annuel de 1 000 Mds FCFA, le Cameroun a entamé les [discussions](#) avec la Banque africaine de développement (BAfD) et l'assureur africain ATIDI afin qu'ils se portent garants des prochaines opérations, pour les 585 Mds FCFA restants. En se portant garant, la BAfD, qui a une meilleure notation que le Cameroun, permettrait au pays d'accéder à des conditions de financement plus favorables.

Centrafrique

Livraison d'équipement aux entreprises locales dans le cadre du projet PAPEUR de l'UE

Le 14 février 2026, une [cérémonie](#) de remise d'équipements agricoles s'est tenue à l'entrepôt du projet PAPEUR Rural, projet soutenu par l'Union européenne qui vise à soutenir le relèvement économique et la relance des secteurs productifs en milieu rural. La dotation comprend 23 tracteurs, 18 semoirs, un bulldozer, une pelle-chageuse et divers accessoires aratoires, acquis



grâce au soutien du Fonds fiduciaire Békou de l'Union européenne. Ce transfert s'inscrit dans la continuité des efforts de mécanisation agricole.

Congo

Le Congo rachète 354 M USD de son eurobond de novembre 2025

La République du Congo a procédé au [rachat](#) de 354 M USD de son eurobond émis en novembre 2025, dans le cadre de sa stratégie de gestion active de la dette. Cette opération vise à lisser le profil des échéances et à réduire la pression de refinancement à court terme. Elle s'inscrit dans une démarche plus large de restructuration et d'optimisation du portefeuille obligataire du pays sur les marchés internationaux.

La digitalisation pour sécuriser 26 Mds FCFA de recettes locales en 2026

La République du Congo entend renforcer la mobilisation de ses recettes locales en misant sur la digitalisation des procédures fiscales et administratives. L'objectif affiché est de sécuriser près de 26 Mds FCFA de recettes en 2026, en améliorant la traçabilité et la transparence des paiements. À cette fin, la « plateforme de dématérialisation des recettes locales » (PDRCL) a été [lancée](#) le 14 février 2026. Cette stratégie vise à réduire les pertes liées aux dysfonctionnements et à moderniser la gestion financière des collectivités. Les autorités misent ainsi sur le numérique comme levier d'efficacité budgétaire.

Financement : la BAfD accorde 10 M EUR à Ecobank Congo

La BAfD a [accordé](#) un financement de 10 M EUR à Ecobank Congo afin de soutenir le financement du secteur privé. Cette ligne de crédit vise notamment à renforcer l'accès des PME aux financements et à stimuler l'activité économique locale. L'opération s'inscrit dans la stratégie de la BAD en faveur du développement du secteur financier et de l'inclusion économique en République du Congo.

Gabon

Inauguration du nouveau siège de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) à Libreville

La CDC du Gabon a [inauguré](#) son nouveau siège social baptisé « Casimir Oyé Mba » le 17 février 2026 à Libreville, sur le boulevard Triomphal, marquant une étape dans la modernisation de l'institution publique. La cérémonie s'est déroulée en présence du vice-président de la République.

Participation du Président de la République gabonaise à la 39^{ème} session de l'Union Africaine à Addis-Abeba

Le Président Brice Clotaire Oligui Nguema a [participé](#) à la 39^{ème} Session ordinaire de l'Union africaine (UA) à Addis-Abeba, marquant le retour du Gabon sur la scène continentale après son élection au Conseil de paix et de sécurité (CPS). Dans le même élan, le Président a émis le vœu que Libreville accueille le Sommet de l'UA en juillet 2027, cinquante ans après avoir abrité le 14e Sommet de l'OUA en juillet 1977.

Guinée équatoriale

La Guinée équatoriale lance un audit généralisé des entreprises publiques pour contenir la pression budgétaire

Le gouvernement équatoguinéen a [ordonné](#) le 12 février l'audit de l'ensemble des entreprises publiques et entités à participation étatique, afin d'établir un état précis de leurs dépenses, revenus et passifs, dans la perspective d'une restructuration et d'un redressement de leur rentabilité. Cette initiative, qui rejoint l'une des recommandations du FMI dans le cadre du programme de surveillance actuellement en cours, intervient dans un contexte de fortes contraintes budgétaires. Selon le [FMI](#), les subventions et transferts publics ont atteint 246 Mds FCFA en 2024 (3,2 % du PIB) avant une projection à 251 Mds FCFA en 2025. Au-delà d'un simple exercice comptable, l'audit vise à identifier les entités structurellement déficitaires, évaluer les besoins de recapitalisation et renforcer la discipline de gestion, dans un contexte de volatilité des recettes pétrolières. En parallèle, le pays a lancé un [appel d'offres international](#) pour recruter des directeurs généraux et exécutifs de cinq grandes entreprises publiques opérant dans les secteurs : financier, postes et télécommunications. Cette initiative viserait à améliorer la gouvernance nationale en attirant des cadres de haut niveau.



L'inflation se maintient à 2,4 % à fin janvier 2026

En janvier 2026, la Guinée équatoriale a enregistré une inflation mensuelle de 2,4 %, en légère hausse par rapport à décembre (2,3 %) mais toujours inférieure au seuil communautaire de 3 % fixé par la CEMAC. En glissement annuel, les prix progressent de 3,4 %, tandis que l'inflation sous-jacente se stabilise à 3,0 %. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques ([INEGE](#)), la dynamique des prix est principalement portée par les transports (+5,1 %), notamment le transport maritime et fluvial (+11,3 %), aérien (+10,7 %) et les véhicules automobiles (+10 %), ainsi que par les produits alimentaires (+1,1 %), en lien avec la hausse de la viande de zébu (+9,5 %) et des poissons séchés ou fumés (+5,1 %). Les prix progressent également dans la santé (+3,7 %, dont services dentaires +11,5 %), les restaurants et hôtels (+3,0 %) et les boissons alcoolisées et tabac (+2,9 %).

Tchad

Le Tchad s'appuie sur le mobile money pour moderniser les paiements publics

Le 18 février 2026, le ministère des Finances a [conclu](#) un ensemble de partenariats avec plusieurs fournisseurs de services de paiement mobile — notamment Moov Money, Airtel Money, Konom et Cashi — afin de faire transiter une part croissante des paiements et encaissements publics par des canaux entièrement dématérialisés. Cette orientation doit renforcer la sécurisation et la traçabilité des flux financiers de l'État, réduire la manipulation de liquidités aux guichets, tout en simplifiant les démarches des usagers et en élargissant l'accès aux services financiers pour les populations peu ou pas bancarisées.

Le gouvernement resserre le cadre réglementaire appliquéd'antimoine

Par un [arrêté](#) signé le 17 février 2026, le gouvernement prévoit que l'exportation de l'antimoine et des substances minières transformées et non transformées est soumise au paiement de la redevance statistique de 2 % de leur valeur imposable. La déclaration d'exportation doit être accompagnée d'un certificat du Numéro d'Identification Fiscal E-Tax de l'entreprise exportatrice et de l'avis de crédit justifiant le paiement de la redevance prévue par le code minier. Cette mesure vise à améliorer le suivi statistique des flux miniers et à renforcer la mobilisation des recettes publiques issues du secteur extractif.

Lancement de la construction de trois centrales solaires de près de 5 Mds FCFA

Le 17 février 2026, le gouvernement tchadien a [lancé](#) la construction de trois centrales hybrides solaire-diesel avec batteries dans trois centres urbains secondaires (Bongor, Bol et Biltine). Les travaux, à hauteur de 4,8 Mds FCFA (7,93 M USD), [financés](#) par la Banque africaine de développement (BAD), seront exécutés par le consortium d'entreprises Tragedel/Sinosoar, respectivement tunisienne et chinoise, avec un délai contractuel de douze mois. Ce projet s'inscrit dans le cadre du Plan d'appui au secteur de l'énergie électrique au Tchad (PASET), un programme de 13 Mds FCFA (21,5 M USD) déployé sur 2023-2026 et cofinancé par la BAD, le Fonds vert pour le climat, Power Africa et les autorités tchadiennes. Ce projet intervient alors que seuls 6 % des tchadiens ont accès à l'électricité d'après la Banque mondiale, tandis que le plan national de développement « Tchad Connexion 2030 » vise à un taux d'accès à l'électricité de 60 % d'ici 2030 et prévoit l'installation de 866 MW supplémentaires, dont 520 MW d'origine solaire.

Un don d'équipements médicaux des Émirats arabes unis pour soulager les hôpitaux tchadiens

Le 19 février 2026, les Émirats arabes unis ont [remis](#) au Tchad, à travers l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), un lot de plus de 600 unités d'équipements médicaux composé notamment de lits d'hospitalisation, de respirateurs, de moniteurs, de concentrateurs d'oxygène et de divers dispositifs de diagnostic et de soins, destiné aux structures de santé du pays, notamment dans l'Ennedi-Est, le Wadi Fira, le Sila et le Ouaddaï. Cet appui en nature, évalué à près de 95 M FCFA, doit permettre d'améliorer les conditions de prise en charge des patients et de renforcer les capacités techniques des hôpitaux publics, dans un contexte où le système de santé fait face à des besoins élevés et à un déficit persistant en matériel moderne. Ce don s'inscrit dans le cadre du projet intitulé « fournir des services de santé vitaux aux femmes et aux enfants déplacés par le conflit au Soudan et communauté hôte à l'est du Tchad » mis en œuvre par l'OMS.

RDC

Cobalt artisanal : l'EGC structure la filière avec des partenaires européens

L'Entreprise Générale du Cobalt (EGC), détentrice du monopole étatique sur l'achat et l'exportation

du cobalt artisanal en République Démocratique du Congo (RDC), a signé le 10 février 2026 un [protocole d'accord](#) avec Eurasian Africa Resources Group (ERG). Conclu en marge du forum Mining Indaba, cet accord porte sur la formalisation et l'encadrement de l'exploitation minière artisanale. Il prévoit à cet effet un projet pilote sur une concession d'ERG dans le Lualaba. L'EGC y supervisera l'exploitation par des mineurs artisanaux, visant à améliorer les conditions de travail et à garantir la traçabilité et la conformité aux standards internationaux. Avec des quotas d'exportation de 1 775 T pour 2025 et 5 640 T pour 2026-2027, l'EGC dispose désormais du cinquième rang des exportateurs nationaux. En novembre 2025, l'entreprise a franchi une étape symbolique en produisant ses premières 1 000 T de cobalt artisanal entièrement traçables, présentées comme « propres » et conformes aux critères ESG. Pour la commercialisation, l'EGC s'appuie sur des partenariats avec les négociants suisses [Mercuria](#) et [Trafigura](#). Mercuria a annoncé sa première transaction de cuivre et de cobalt avec l'entreprise publique, tandis que Trafigura a conclu un accord pour une première livraison via le corridor ferroviaire de Lobito. Ce corridor, qui relie la copper belt congolaise au port angolais de Lobito, est au cœur de la stratégie logistique. L'accord de partenariat stratégique signé entre la RDC et les États-Unis en décembre 2025 prévoit que, sur cinq ans, 50 % du cuivre et 30 % du cobalt commercialisés par les entreprises publiques transitent par cette voie.

Coopération bilatérale RDC – Afrique du Sud : le FPI et l'IDC signent un partenariat pour le cofinancement de projets industriels

Le Fonds de promotion de l'industrie (FPI) de la République Démocratique du Congo et l'Industrial Development Corporation (IDC) de la République Sud-Africaine ont signé, le 12 février 2026 à Cape Town, un [mémorandum d'entente](#) portant sur le cofinancement de projets industriels et le transfert de compétences et de technologies vers la RDC. Cet accord, conclu en marge du Mining Indaba 2026, fait suite à la [mission économique RDC-Afrique du Sud](#) organisée à Kinshasa du 2 au 6 février 2026. Le protocole d'accord prévoit un cadre de collaboration pour le cofinancement d'industries de transformation, couvrant des secteurs stratégiques tels que l'agro-business, l'énergie, la pharmacie, les infrastructures et les mines, avec un accent particulier sur les métaux critiques. L'IDC, institution publique sud-africaine fondée en 1940, apportera son expertise et ses capacités d'investissement pour soutenir les initiatives du FPI, qui a fixé un objectif de mobilisation de fonds d'au moins 100 M USD pour renforcer son rôle dans le

développement industriel. Ce partenariat vise à structurer des accords de partage des risques et à faciliter les opportunités de co-investissement entre les deux institutions de financement du développement. Cet accord s'inscrit dans une dynamique d'intégration économique régionale au sein de la SADC et en cohérence avec la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). L'objectif affiché est de favoriser la transformation locale des matières premières, la création de valeur ajoutée et d'emplois, ainsi que la réduction de la dépendance aux importations. Selon plusieurs déclarations officielles, ce partenariat institutionnel ouvre la voie à la constitution de joint-ventures et à l'émergence de projets structurants à fort impact économique. Une visite de l'équipe de l'IDC à Kinshasa est annoncée pour examiner le portefeuille de projets du FPI et concrétiser les premières initiatives de cofinancement.

Sao Tomé-et-Principe

Fin de la phase 3 du programme Pro-PALOP-TL financé par l'Union européenne

Le programme de gouvernance économique régionale PALOP-TL est financé par l'Union européenne (UE) et mis en œuvre par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Il vise à renforcer les compétences de la société civile et des médias en matière d'évaluation des politiques publiques. La phase 3 de ce programme s'est récemment [achevée](#). Cette dernière avait pour objectif de former les participants à l'analyse des comptes publics et des informations financières afin de pouvoir communiquer à ce sujet avec la population.

Indicateurs macroéconomiques

	Croissance du PIB réel (en %)			Inflation (moy. Ann, en %)			*Solde Public (en %PIB)			Dette Publique (en %PIB)			Solde courant (en % PIB)			Dette extérieure (en % PIB)		
	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026	2024	2025	2026
Cameroun	3,5	3,8	4,1	4,5	3,7	3,3	-1,5	-0,8	-1,2	42,8	37,9	36,3	-3,1	-3,4	-3,9	27,0	25,9	24,8
Centrafrique	1,9	3,0	3,3	1,5	4,6	3,3	-5,1	-2,5	0,0	60,7	57,1	52,5	-9,1	-7,1	-4,1	30,9	31,1	28,1
Congo	2,1	2,7	2,8	3,1	3,6	3,2	3,6	3,2	2,2	98,0	93,1	89,9	0,1	-5,9	-7,0	36,3	32,5	29,4
Gabon	3,4	1,9	2,6	1,2	1,4	2,5	-3,8	-5,4	-7,2	72,7	76,2	82,0	4,0	1,8	-0,3	32,2	31,3	29,1
Guinée Equatoriale	0,9	-1,6	0,5	3,4	2,9	2,9	-0,6	-1,3	-2,0	36,4	36,6	38,1	-3,3	-3,0	-3,8	6,8	5,1	5,0
Tchad	3,5	3,3	3,6	5,1	4,0	3,6	-2,1	-1,5	-2,4	32,7	31,5	32,5	1,0	-2,3	-2,9	16,6	17,1	18,7
CEMAC	3,0	2,8	3,3	3,8	3,3	3,2	-1,4	-1,3	-1,9	52,5	49,6	49,4	-1,1	-2,7	-3,5	25,3	24,2	23,2
RDC	6,5	5,3	5,3	17,7	8,8	7,1	-1,5	-2,2	-1,6	22,5	19,1	14,6	-3,9	-3,3	-2,1	14,4	15,5	16,7
Sao Tomé	1,1	2,9	4,7	14,4	9,7	7,0	0,9	1,1	2,3	64,8	51,4	45,4	-1,9	-3,3	-3,6	33,3	29,2	25,6

Source : FMI (octobre 2025), *solde budgétaire global (dons inclus)

Evolution des cours des matières premières

	Matières premières énergétiques		Matières premières agricoles			Bois d'œuvre		
	jan-26	Pétrole Brent (USD/barils)	Gaz naturel (USD/mmbtu)	Cacao (USD/kg)	Café (USD/kg)	Huile de palme (USD/mt)	Grumes (USD/mètre cube)	Bois scié
Référence/mesure								
Valeur	62	4	6	9	970	404	629	
Variation mensuelle (%)	-1 %	19 %	-6 %	2 %	-7 %	-1 %	-2 %	
Variation annuelle (%)	-14 %	80 %	-29 %	35 %	-17 %	9 %	3 %	
Variation sur 5 ans	47 %	46 %	138 %	172 %	6 %	-2 %	-1 %	
Variation sur 10 ans	45 %	82 %	67 %	177 %	60 %	8 %	-14 %	

	Matières premières textiles		Matières premières industrielles			Métaux et minerais		
	jan-26	Coton (USD/kg)	Caoutchouc naturel (USD/kg)	Aluminium (USD/mt)	Fer (USD/tmsu)	Cuivre (USD/mt)	Or (USD/once troy)	
Référence/mesure								
Valeur	2	2	2819	102	10812	4087		
Variation mensuelle (%)	-1 %	1 %	1 %	-1 %	1 %	1 %		
Variation annuelle (%)	-8 %	-11 %	9 %	2 %	19 %	54 %		
Variation sur 5 ans	-3 %	-12 %	46 %	-18 %	53 %	119 %		
Variation sur 10 ans	9 %	64 %	92 %	119 %	125 %	276 %		

Source : World Commodities Markets (Banque mondiale, actualisation au rythme mensuel)



Agenda des évènements économiques et institutionnels à venir

Date	Evènement	Lieu
17 mars 2026	Sommet CEMAC - France	Paris (France)
26-29 mars 2026	14 ^e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)	Yaoundé (Cameroun)
11-12 mai 2026	Sommet Afrique-France <i>Africa Forward</i> 11 mai : forum d'affaires « <i>Africa Forward : Inspire & Connect</i> » organisé par Bpifrance, Proparco et Business France	Nairobi (Kenya)
19 mai 2026	5 ^e édition de la conférence ministérielle No Money for Terror (NMFT), consacrée à l'action internationale contre le financement du terrorisme	Paris (France)
12-21 juin 2026	PROMOTE 2026, sous le thème « Entreprises privées et environnement des affaires : quels repères face aux défis économiques nationaux et internationaux ? »	Yaoundé (Cameroun)
15-19 juin 2026	Pavillon France organisé par Business France, au Salon International de l'Entreprise, de la PME et du Partenariat PROMOTE	Yaoundé (Cameroun)
16-19 juin 2026	EU Business Week	Yaoundé (Cameroun)
17 juin 2026	Wine Tastin organisé par Business France	Douala (Cameroun)
17-18 novembre 2026	Ambition Africa 2026	Paris (France)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Efi FRAGER (Service économique régional de Yaoundé)

Rédacteurs : Ibrahim BARRY- Mohamed AYIAGNIGNI – Adrien REBET- Evelyne SILA – Noémie DAVID – Laura LANDREIN (SER Yaoundé) ;
Guillaume PREVOST - Ingrid ORAMALU (SE Brazzaville) – Amanda BROUILLARD (SE Brazzaville) ;
Michel BOIVIN – Fanny SCHAEFFER (SE Libreville) ;
Pierre SEJOURNE – Joël KAZADI KADIMA (SE Kinshasa) ; Naïma TAHRAN (Correspondante Tchad)
[Rendez-vous sur cette page](#) pour vous abonner & suivez notre page [Linkedin](#).